



Tribune

Pour la survie de nos territoires ruraux, nous disons non au Ceta !

Par Briec Guinard, président du Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne
et Jérémy Decerle, président de Jeunes Agriculteurs

Nous dénonçons, au nom de nos organisations, l'accord de libre-échange en passe d'être appliqué avec le Canada. Nous appelons le gouvernement à abandonner le projet en l'état et à refuser la mise en application provisoire tant que notre parlement ne l'aura pas ratifié.

La confiance des jeunes Européens en l'Europe et ses institutions ne pourra pas être rétablie tant que de tels traités continueront à être mis en place au mépris de l'avis et de l'intérêt des citoyens.

En effet, ce traité a été négocié de manière opaque et met en péril des pans entiers de l'économie rurale de notre pays.

Cet accord porte sur des termes qui risquent de déstructurer profondément le monde rural et agricole. En effet, la libéralisation des marchés telle qu'elle est prévue dans le cadre des négociations mettrait en péril les filières agricoles européennes qui sont déjà déstabilisées par la concurrence exacerbée entre pays Européens.

Nous jugeons l'opacité et le caractère antidémocratique de la négociation qui a eu lieu inacceptables. Aucune consultation officielle digne de ce nom n'a été organisée avec les différentes organisations. Le parlement Européen a ratifié cet accord, malgré une opposition croissante des citoyens et sans prise en compte d'une Initiative Citoyenne ayant recueilli plus de 3 millions de signatures.¹

Si cet accord pourra certainement apporter un certain nombre d'opportunités pour le secteur agricole européen exportateur (fromages, vins), le rapport réalisé par Interbev met en évidence des conséquences graves sur les marchés intérieurs et l'emploi² et le rapport publié début septembre par des experts indépendants souligne les

¹ Dans sa décision rendue le 10 mai, le Tribunal de l'UE a annulé la décision de la Commission européenne refusant l'enregistrement de la proposition d'Initiative Citoyenne Européenne (ICE) sur le TAFTA et le CETA, en septembre 2014.

² Les producteurs canadiens verront leurs quotas progressivement relevés pour plusieurs produits stratégiques sur le marché européen :

- Bœuf : un quota total de 60 788 tonnes sera accordé (contre 7 640 aujourd'hui).
- Porc : 75 000 tonnes (contre 12 500).
- Blé tendre : 100 000 tonnes (contre 38 853).
- Maïs doux : 8 000 tonnes (contre 1 333).

En contrepartie, l'Europe a obtenu l'augmentation de son quota d'exportation de fromages vers le Canada sans droits de douane, de 2 950 à 18 500 tonnes par an.

risques sur la santé et l'environnement³. La mise à mal de la filière allaitante par exemple, pilier de l'aménagement des territoires ruraux, provoquera inévitablement l'accélération du déclin économique de ces zones. L'absence de convergence réglementaire ou la mise en place d'une convergence réglementaire s'alignant sur le « moins-disant » dans le cadre de cet accord est dangereuse pour tout le monde. La menace d'un retrait des produits de qualité et locaux en faveur des marchandises au processus de production moins réglementé est bien réelle avec quelques réjouissances au programme : bœuf et produits laitiers aux hormones, OGM... Le Canada a accepté de prendre en considération nos indications d'origine, les Européens devraient, eux, accepter en contrepartie de voir leur marchés inondés par des produits canadiens et disparaître tout un pan de leur économie rurale ?

De deux choses l'une : soit les négociations ne sont pas équilibrées, soit le secteur agricole est une fois de plus la variable d'ajustement des négociations internationales. Nos organisations ne rejettent pas l'idée d'un commerce agricole international qui existe depuis des millénaires. Mais nous considérons que les produits agricoles ne sont pas des marchandises qui peuvent s'échanger comme les autres, car ils sont liés à un territoire, ils reposent sur le travail de femmes et d'hommes au sein d'exploitations non délocalisables. Nous estimons que les échanges doivent avant tout renforcer la sécurité alimentaire des pays sans mettre en danger leur souveraineté alimentaire, en respectant en premier lieu les agriculteurs, dont la grande majorité exerce leur profession sur des exploitations de type familial. Mettre en danger ce modèle, c'est mettre en danger les populations rurales dans leur ensemble.

Les parlementaires français doivent aussi rapidement s'employer à s'opposer au démantèlement de notre modèle agricole et alimentaire pour que demain le métier d'agriculteur puisse encore se conjuguer au futur en Europe.

Source : http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/11/01/au-c-ur-du-ceta-episode-2-l-agriculture-sacrifiee_5023768_4355770.html#ZBG34LX7QGLsYwkO.99

³ Rapport au Premier ministre « L'impact de l'Accord Économique et Commercial Global entre l'Union européenne et le Canada (AECG/CETA) sur l'environnement, le climat et la santé » du 7 septembre 2017
http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/document/document/2017/09/rapport_de_la_commission_devaluation_du_ceta_-_08.09.2017.pdf